



Groupe GDR

Communiqué

Paris, 16 février 2026

Fonds mondial contre le sida : le gouvernement doit augmenter la contribution de la France conformément à la volonté de l'Assemblée nationale

Alors que le 3 février 2026 l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité la proposition de résolution européenne visant à sauvegarder et renforcer le financement de la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine, nous avons appris la semaine dernière que la France ne financera le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme qu'à hauteur de 660 millions d'euros pour les années 2026 à 2028, contre 1,6 milliards d'euros sur la période 2022-2025.

Une réduction de 58%, allant à l'encontre de la volonté de l'Assemblée nationale et des objectifs d'éradication de la maladie du Sida d'ici 2030. Cette baisse drastique décidée par Emmanuel Macron et son gouvernement suit la décision de l'année dernière de Donald Trump de suspendre tout financement à l'agence américaine pour l'aide publique au développement, Usaid. L'ONU avait alors estimé que l'arrêt définitif de l'aide américaine pourrait entraîner la mort de 6,3 millions de personnes dues uniquement au Sida sur la période des quatre prochaines années.

Face au VIH, l'histoire nous l'a appris : l'indifférence tue. Chaque euro retiré, chaque programme suspendu, chaque engagement repoussé se traduit, concrètement, par des vies brisées, par des contaminations évitables, par des morts que l'on aurait pu empêcher.

Selon Sidaction, le Fonds mondial aurait sauvé plus de 27 millions de vies depuis sa création en 2001. Il participe à hauteur de 65% des financements pour la tuberculose, 57% pour le paludisme et la moitié des traitements antirétroviraux disponibles dans le monde. Et pourtant, il y a encore 8 000 morts par jour de ces maladies.

La santé n'est pas une variable d'ajustement budgétaire.

L'aide publique au développement – dont une partie des financements aux fonds internationaux font partie - n'est pas de la charité, mais une mesure de santé publique et de sécurité collective.

Nous alertons le gouvernement sur les dommages irréversibles et les vies brisées que cette coupe budgétaire va entraîner, et lui demandons solennellement et fermement d'augmenter la contribution de la France.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77